

3-2004

Commentaires sur le Programme social de la CM a l'ONU 2004-2005

Joseph Foley C.M.

Follow this and additional works at: <https://via.library.depaul.edu/vincentiana>

 Part of the [Catholic Studies Commons](#), [Comparative Methodologies and Theories Commons](#), [History of Christianity Commons](#), [Liturgy and Worship Commons](#), and the [Religious Thought, Theology and Philosophy of Religion Commons](#)

Recommended Citation

Foley, Joseph C.M. (2004) "Commentaires sur le Programme social de la CM a l'ONU 2004-2005," *Vincentiana*: Vol. 48 : No. 2 , Article 20.

Available at: <https://via.library.depaul.edu/vincentiana/vol48/iss2/20>

This Article is brought to you for free and open access by the Vincentian Journals and Publications at Via Sapientiae. It has been accepted for inclusion in Vincentiana by an authorized editor of Via Sapientiae. For more information, please contact digitalservices@depaul.edu.

Commentaires sur le Programme social de la CM à l'ONU 2004-2005

par Joseph Foley, C.M.

*Représentant CM des ONG à l'ONU
Province de USA-Eastern*

Introduction

Lorsque les commentateurs parlent des « Nations unies » aux nouvelles, cette expression est souvent identifiée au Conseil de Sécurité ou à l'Assemblée Générale. Ceci est particulièrement vrai depuis les trois ou quatre dernières années. Les Nations unies sont en réalité une organisation globale complexe, dont les nombreuses agences ont apporté des changements remarquables pour une multitude de gens à travers la terre entière. Le bilan de l'Organisation des Nations unies est assez éloquent :

- **Paix** – En ce moment, les Nations unies participent à 14 missions de paix dans le monde ; plus de 175 accords de paix ont été négociés, et 82 conflits évités par voie diplomatique.
- **Instauration de démocraties** – Les Nations unies ont permis le développement de 80 nouveaux pays indépendants et l'établissement d'un corps de droit international ; de plus, la Cour internationale des Nations unies a été instituée pour régler certains différends, tels que les conflits territoriaux et les querelles économiques.
- **Développement** – Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) verse 6,5 millions de dollars à 130 pays défavorisés ; l'UNICEF soutient les droits des enfants, la santé, les conditions de travail, l'éducation ; l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a éradiqué la variole, et la polio a disparu presque totalement ; l'organisation cible maintenant le VIH/sida et le SRAS. Le Programme mondial de l'alimentation nourrit plus de 83 millions de personnes par année.
- **Droits humains** – L'ONU a promulgué et dirigé la Déclaration universelle des droits de l'homme, et elle a implanté

et soutenu 80 principes de droits humains sur des questions politiques, culturelles, économiques, sociales (notamment sur les femmes, les enfants, les prisonniers, les autochtones) ; avec l'Organisation internationale du travail (OIT), l'ONU a établi des normes et, par le biais de la Cour pénale internationale, elle peut poursuivre des « crimes contre l'humanité ».

Le bilan est également impressionnant si on considère ses réalisations environnementales, ses efforts pour assurer les droits des femmes et éliminer toutes formes de violence contre elles, les prises de conscience provoquées, ainsi que les accords menés à terme par les Conférences mondiales des Nations unies des années 1990.

Jouer un rôle à l'ONU (comme représentant d'une ONG (organisation non gouvernementale) et membre d'une société civile) ne doit pas nous empêcher de voir les faiblesses flagrantes de l'organisation. Tandis que l'une des grandes forces de l'ONU est d'être l'unique institution internationale où les nations les plus puissantes ont une responsabilité envers les moins puissantes, son problème de toujours est qu'elle n'a pas assez de pouvoir et non qu'elle en a trop. Le grand danger réside dans les intérêts personnels des États membres, qui discutent uniquement de ce qui leur est favorable. En tant que partenaires de l'ONU, les ONG cautionnent toute alternative à la domination et à l'intérêt personnel comme fondement de l'ordre mondial.

En tant que communauté religieuse travaillant dans 79 pays dans le monde, la Congrégation de la Mission compte elle aussi des réalisations remarquables par rapport à l'obtention de meilleures conditions de vie pour ceux qui vivent en situation de pauvreté. Depuis les tout débuts de notre institut, nos membres ont travaillé auprès des victimes de la guerre dans plusieurs pays européens. Et notre histoire montre que depuis fort longtemps, nous protégeons et défendons la dignité humaine et le développement humain intégral de ceux que nous servons. Il est simplement logique qu'en tant que partenaires vinciens, nous mettions parfois au défi une autre institution globale de s'engager à sauver les générations futures du fléau de la guerre, à promouvoir les droits humains fondamentaux, à mettre un frein à la pauvreté et à établir des conditions où la justice sera maintenue. Tout cela est pleinement en accord avec ce que nous croyons être le plan de Dieu sur le monde.

En 2004-2005, le bureau ONG de la Congrégation a choisi les domaines suivants comme priorité :

1. Les questions de guerre et de paix

D'un point de vue humanitaire, lorsque les fusils reprennent le silence, que les forces de combat sont réduites et les promesses oubliées, les conséquences brutales de la guerre demeurent. Que la guerre ait été conduite à la face du monde ou en quelque lieu éloigné, il ne reste en définitive que des gens affligés et meurtris. Ceux-là doivent s'astreindre à une tâche presque impossible : surmonter la pauvreté après que villes et villages aient été pillés, que routes, écoles, centres commerciaux, églises, hôpitaux aient été bombardés et que l'on ait posé des mines dans les champs et les vergers.

On n'a qu'à penser aux images médiatisées de la guerre en Afghanistan ou au Soudan, et aux conflits entre Israël et la Palestine, ou à l'Iraq et à l'Angola.

- **Afghanistan** : Même avant les événements du 11 septembre 2001, l'Afghanistan souffrait des effets de plus de deux décennies de conflits sous un régime oppressif. La communauté internationale appuyait l'envoi de nourriture et de médicaments, la scolarisation à domicile, les petits projets de développement, la reconstruction de maisons, de routes et de systèmes d'irrigation et d'eau. À l'époque post-talibanaise, la communauté des ONG pour la paix poursuivait son assistance humanitaire ; elle plaidait aussi en faveur des pauvres du pays et aidait les familles afghanes à obtenir les ressources nécessaires pour reconstruire leurs communautés et leurs vies.
- **Iraq** : Depuis la Guerre du Golfe, les conditions de vie en Iraq se sont détériorées radicalement. Sous l'occupation actuelle, la plupart des citoyens continuent à manquer des besoins primaires : sécurité, nourriture, eau, systèmes sanitaires et soins de santé. Actuellement, le chômage, les coupures d'électricité, le manque de médicaments et la qualité de l'eau demeurent les problèmes les plus pressants du peuple iraquien. La communauté des ONG pour la paix recherche constamment des moyens de fournir l'aide nécessaire à ceux qui souffrent le plus, tout en plaidant pour la fin éventuelle de cette guerre.

Par de telles activités, et parfois devant une surprenante et brutale opposition, les équipes ONG avec qui nous travaillons essaient d'être un rayon d'espérance pour ceux qui ont vu leurs familles, leurs communautés et leurs moyens d'existence détruits par la violence de la guerre.

2. Les enfants et le VIH/sida

À l'ouverture de l'Assemblée Générale extraordinaire de l'ONU consacrée aux enfants en mai 2002, le Secrétaire Général Kofi A. Annan s'adressait ainsi aux participants : « Ceci n'est pas simplement une assemblée extraordinaire au sujet des enfants. C'est un rassemblement sur l'avenir de l'humanité... Nous devons faire davantage que parler de l'avenir... Nous devons commencer à le créer, maintenant ». Plus tôt (en mai 2000), comme préparation à cette assemblée extraordinaire, l'UNICEF lançait le *Mouvement mondial en faveur des enfants*. Cette campagne incluait dix impératifs : 1) n'oublier aucun enfant ; 2) donner la priorité aux enfants ; 3) prendre soin de chaque enfant ; 4) lutter contre le VIH/sida ; 5) protéger les enfants contre les sévices et l'exploitation ; 6) écouter les enfants ; 7) permettre à chaque enfant d'accéder à l'éducation ; 8) protéger les enfants contre la guerre ; 9) protéger la terre pour les enfants ; et 10) éliminer la pauvreté : miser sur les enfants.

Les enfants et le VIH/sida - Ce que chacun doit savoir : Le VIH/sida a tué plus de 22 millions de personnes depuis le début des années 1980. Aujourd'hui, 42 millions de personnes sont atteintes du VIH/sida. Dans la plupart des pays les plus affectés, l'espérance de vie est tombée à 23 ans. L'impact de cette épidémie se reflète particulièrement chez les enfants.

- Le VIH/sida est rapidement devenu un mal des jeunes. Plus de la moitié de toutes les nouvelles infections atteignent les plus jeunes (15-24 ans). Près de 12 millions de jeunes sont actuellement infectés par le VIH/sida et 6 000 sont nouvellement infectés chaque jour.
- Des décennies de progrès pour la survie de l'enfant sont renversées. À ce jour, cinq pays sub-sahariens font face à une augmentation de la mortalité infantile due au sida. En 2002, plus de 600 000 enfants de moins de 15 ans sont morts du sida, tandis qu'il y avait 800 000 nouveaux cas.
- Le sida a déjà fait 13 millions d'enfants orphelins. À ce rythme, on atteindra les 25 millions en 2010.

Pour sa part, l'UNICEF a adopté une série de mesures stratégiques prioritaires sur la question du VIH/sida. La Congrégation soutient cet effort en participant au *NGO Working Group on Children and HIV/AIDS*. Ce groupe de travail, qui a été formé cette année, tient compte des stratégies prioritaires de l'UNICEF : 1) de prévenir l'infection VIH chez les jeunes (10-24 ans) ; 2) de prévenir la transmission parents-enfants du VIH ; 3) de fournir des soins aux enfants atteints du VIH/sida ; 4) d'assurer la protection, les soins et le soutien aux orphelins et aux enfants des familles vulnérables au VIH/sida.

Le groupe de travail *Children and HIV/AIDS* a créé un plan d'action. Le plan prévoit un sondage par des experts locaux, enseignants et spécialistes du VIH/sida dans diverses régions du monde. Ce sera un moyen d'établir trois ou quatre priorités à débattre. Le groupe de travail espère qu'au terme de cette période de discussion et d'écriture, on pourra combler les besoins des enfants atteints du VIH/sida. Nous voulons penser qu'il est possible de renverser la tendance et d'attirer plus d'attention et de capitaux à cette cause des enfants et du sida.

3. Le développement social

Incontestablement, le but ultime du développement social est la création d'une société où chaque personne, quelles que soient les circonstances, aura droit à une vie saine et active aussi longtemps que possible. Et c'est la responsabilité des gouvernements de faire tout en leur pouvoir pour créer un système social où les jeunes générations et les plus âgées se soutiendront les unes les autres, dans le but de réaliser une société où tous pourront vivre en paix. Dans plusieurs pays, ceci nécessitera par exemple un changement des programmes de santé et de retraite.

Du point de vue des Nations unies, un premier pas dans ce processus est la réalisation des Objectifs de développement du millénaire (ODM). Les ODM, adoptés en 2000 par les chefs d'État comme projet global commun, engagent les pays à :

1. réduire de moitié la pauvreté absolue et la faim d'ici 2015 ;
2. réaliser l'éducation primaire à l'échelle mondiale ;
3. donner plus de pouvoir aux femmes et promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes ;
4. réduire des deux-tiers la mortalité des moins de 5 ans ;
5. réduire des trois-quarts la mortalité maternelle ;
6. réduire l'expansion des maladies, particulièrement le VIH/sida et la malaria ;
7. assurer l'environnement durable ; et
8. créer des partenaires de développement global, avec des objectifs d'aide, de commerce et de soulagement de la dette... tout cela d'ici 2015.

La focalisation particulière de la *Commission pour le Développement 2004* est mise sur « l'efficacité du secteur public ». En choisissant ce thème, la Commission invitait à réfléchir, à débattre et à résoudre les questions de responsabilité de l'État (directe ou indirecte) en ce qui concerne les besoins essentiels de ses citoyens. L'efficacité du secteur public se mesure à sa manière de prendre ses

responsabilités par rapport aux grands instruments que sont les Droits humains internationaux, la Déclaration de Copenhague et la Déclaration du millénaire ; ou pour le dire simplement, par la meilleure façon dont l'État :

- crée un environnement économique, politique, social, culturel et juridique qui permet au peuple d'atteindre le développement social ;
- s'engage à éradiquer la pauvreté absolue ;
- lutte pour l'égalité et l'équité entre les femmes, les personnes âgées, les personnes démunies, les enfants et les hommes ;
- donne accès à une bonne éducation, aux soins de santé primaire (c'est-à-dire, l'accès à des médicaments anti-rétrovirus), à l'alimentation adéquate, à la qualité de l'eau, à l'hygiène.

En même temps qu'elle reconnaissait la nature progressive de tout changement substantiel, la communauté des ONG engagée à l'éradication de la pauvreté et au développement social soumettait des recommandations expertes et constructives dans plusieurs domaines importants : les droits des immigrants, le traitement des personnes souffrant d'un handicap, des stratégies pour renforcer la famille, l'efficacité du secteur public, la bonne gouvernance et la privatisation.

La communauté des ONG présentait également quelques défis majeurs, soulignant par exemple que nous devons considérer moralement malhonnêtes les pays les plus riches du monde qui, malgré les engagements des gouvernements à Copenhague (1995) et au Sommet du millénaire (2000), n'accordent qu'un support rhétorique et refusent de fournir les moyens de mobiliser les ressources financières pour réaliser le développement social. Nous devons également considérer malhonnête moralement, leur refus de changer les règles du commerce mondial qui sont discriminatoires pour les pays défavorisés et qui appauvrissent les populations.

J'ai proposé ces domaines comme exemples pratiques : pratiques dans le sens que la vaste majorité de nos membres sont expérimentés et compétents dans ces domaines ; le travail de l'ONU serait immensément enrichi par le partage de cette expérience et de cette compétence, par exemple en participant au sondage sur le VIH/sida.

4. La valeur ajoutée

J'entendais récemment quelques remarques à propos des dimensions spirituelles des Objectifs de développement du millénaire. Le commentateur, Alfredo Sfeir-Younis, un employé de longue date à

l'ONU, et depuis peu conseiller senior au bureau du Directeur administratif de la Banque mondiale, disait combien il était perplexe devant les multiples décisions importantes prises, semble-t-il, dans un vide total de morale et d'éthique. D'après son expérience, bon nombre de ceux qui prônent des valeurs humaines et spirituelles ne semblent pas convaincus que les questions de guerre et de paix, d'insécurité humaine, de violation des droits humains, de destruction de l'environnement et de discrimination de toutes sortes peuvent être résolues en ayant recours à l'élément spirituel.

Alors que reste-t-il ? « De nos jours, l'horizon qui reliait l'éthique de nos vies semble être davantage basé sur des éléments de notre *existence matérielle*, donc assez borné et limité. Tout n'est plus possible, le possible étant la situation où nous nous trouvons sur le moment. De plus, ajoutait Sfeir-Younis, nous continuons à être dominés par les valeurs matérielles et individualistes. Nous répétons encore et encore les mêmes erreurs, jusqu'à ce qu'elles ne ressemblent plus à d'erreurs. Nous acceptons que la vie soit vécue à des coefficients de toxicité toujours plus élevés, et ensuite, nous nous comportons comme le conducteur ivre qui insiste pour conduire. Nous nous adaptons à la douleur, à la souffrance, à l'insuffisance, à la réalité incomplète et malheureuse dans laquelle nous vivons ».

Au lieu de nous attaquer aux causes premières, nous traitons les symptômes. Nous savons combien la pollution cause de maux de tête, mais au lieu de nous en défaire, nous achetons des pilules plus chères et plus fortes. Et ce phénomène fait la prospérité de l'industrie pharmaceutique. Il en va de même pour la sécurité, qui coûte plusieurs milliards de dollars. La question se pose : à qui profite un monde en guerre, un nombre toujours croissant de personnes malades, tant d'insécurité sur tous les plans dans nos vies ? La réponse est simple : à ceux pour qui les affaires, et par conséquent les profits, dépendent de la guerre, de la maladie, de l'insécurité.

De nos jours, les Objectifs de développement du millénaire (ODM) sont présentés d'une manière désavantageuse et nous entendons mille et une raisons prédisant que les objectifs ne pourront être atteints : beaucoup plus de blâmes et de raisons politiques que de moyens positifs de les réaliser.

En allant à l'autre extrême, imaginez ce que serait le monde si les ODM étaient atteints ! Pouvez-vous pressentir ce que cela signifierait pour des millions de gens ?

À ce moment-ci de ma présentation, j'aimerais formuler quelques énoncés catégoriques :

- **Le premier :** Il faut comprendre que les solutions matérielles que nous recherchons pour atteindre les ODM ne sont qu'une partie infime de ce qui doit être fait. Ajoutons que la plupart des solutions matérielles seront des pallia-

tifs transitoires et ne créeront pas une base de solutions durables. Pensons un moment que si le premier objectif était réalisé, près d'un milliard de personnes sortiraient de la pauvreté. Et pourtant, un autre milliard deviendra pauvre durant la même période.

- **Le deuxième :** Il faudra créer un système de prise de décision, une structure de gouvernance et des processus fondés sur les valeurs humaines et spirituelles. Seules la force des valeurs spirituelles et leur mise en application pourront changer la mauvaise direction prise en cours de route pour mener à la réalisation des objectifs de la Déclaration du millénaire. Plus que tout autre à l'ONU, le groupe des ONG doit être absolument convaincu de cette assertion. Je parle des valeurs d'universalité, d'inclusion, d'identité, d'amour, de protection, de partage, de fraternité, de compassion, et de plusieurs autres. Ces valeurs briseront les structures de pouvoir existantes, les formes désuètes de gouvernance, etc.
- **Le troisième :** Il ne faut pas concevoir l'implantation des ODM comme un procédé mécanique. C'est un processus d'interactions humaines complexes, ancré dans des systèmes institutionnels, des caractères culturels, des acquis humains, des considérations financières, des valeurs humanitaires et sociales, et des aspects spirituels de notre réalité humaine.
- **Le quatrième :** Il faudra atteindre des degrés de conscience plus élevés pour réaliser des progrès humains. Sinon, les sociétés finiront par refaire les mêmes choses. Bien plus, les mêmes produiront toujours la même chose. Il est essentiel de se centrer sur le fait que la conscience individuelle et sociale et la lucidité joueront un rôle dans la réalisation des ODM. Il est important de libérer notre immense potentiel humain et de le mettre au service de ces ODM.
- **Le cinquième :** Il faut considérer deux moyens où nous pouvons obtenir des progrès humains. L'un est le modèle que nous voyons quotidiennement : travailler davantage, gagner davantage, dépenser davantage, travailler davantage, et ainsi de suite. En suivant cette routine, on peut atteindre quelque progrès matériel : oui, il est possible d'avancer de cette manière. Mais il y a l'autre moyen : celui d'utiliser le pouvoir de notre sagesse et de notre volonté libre. Et, à travers ce pouvoir, générer le type d'énergie nécessaire pour mobiliser chaque citoyen du monde. Sans cette énergie, les ODM continueront à être le résidu d'« au-

tres choses » et le résultat d'« autres processus ». Les processus comprenant beaucoup de règles mais peu de sagesse ne réussiront pas.

- **Le sixième :** Il nous faudra (oui, vous et moi), prendre des décisions fondamentales et irréversibles, et je me demande si nous aurons le courage et la détermination de nous y conformer. Celles, en particulier, d'embrasser, d'adopter et de vivre l'aspect spirituel dans sa plénitude, de cesser d'être en marge. L'autre choix est d'adopter partiellement cette manière de vivre, ces principes et ces éléments fondamentaux de notre vie non matérielle.

De telles considérations pourraient bien mettre au défi une communauté comme la nôtre. Étant donné notre charisme particulier et notre histoire, nous avons beaucoup à offrir dans ce genre de discussion.

Conclusion

Dans cet article, j'ai présenté un très bref aperçu des réalisations de l'ONU ; j'ai nommé des champs d'engagement vincentien comme ONG pour l'année courante, et j'ai indiqué un lieu où les religieux en général, et les membres de la Congrégation en particulier, ont une contribution unique à apporter sur des questions telles que l'éradication de la pauvreté et le développement, puisque nous concrétisons le charisme de Vincent et la tradition de justice sociale de l'Église catholique.

(Traduction : Mme RAYMONDE DUBOIS)